

Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



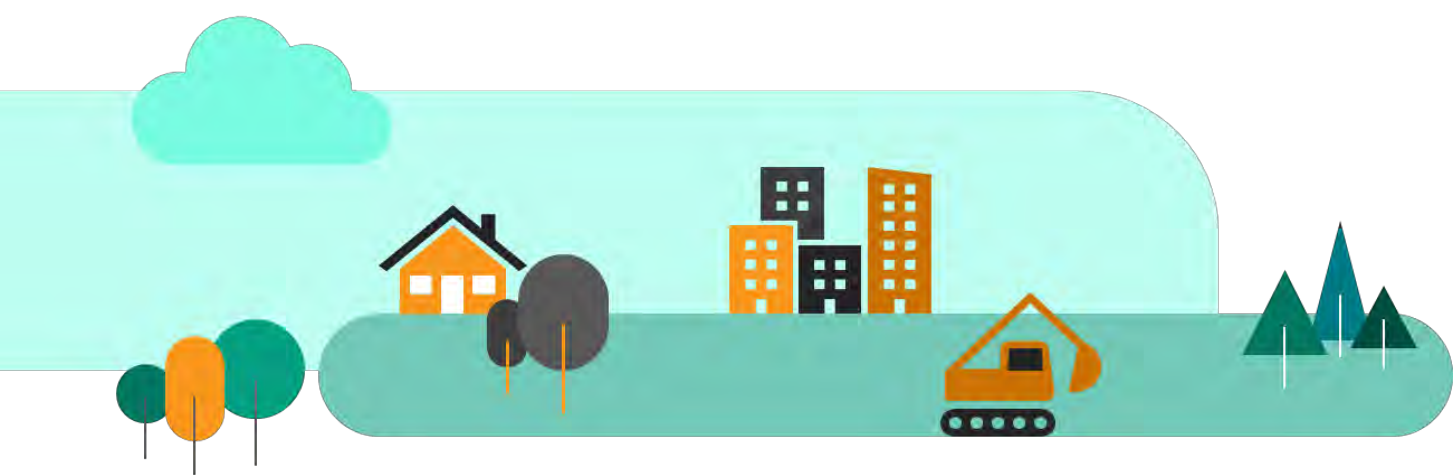
Édition du 06-11-2025

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

			Evol N-1
Autorisations logements	28 100 logts	+8,4%	▲
Mises en chantier logements	20 400 logts	+3,3%	▲
Mise en ventes de logements	5 100 logts	+10,3%	▲
Réservations de logements	5 370 logts	-6,3%	▼
Autorisations locaux	2 554 mill. m²	+10,5%	▲
Mises en chantier locaux	1 254 mill. m²	+13,3%	▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-1,8%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+6,5%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+3,1%	▲
BPE	2 797 960 m3	-10,2%	▼
Granulats	17 130 kt	-5,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 710 AO	-1,8%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,0 Md€	-10,6%	▼
Salariés	117 671 sal.	-2,2%	▼
Intérimaires	13 045 ETP	-4,4%	▼
Dem. d'emplois	19 425 DEFM	-1,8%	▼
Défaillances	1 470 ent.	-3,4%	▼

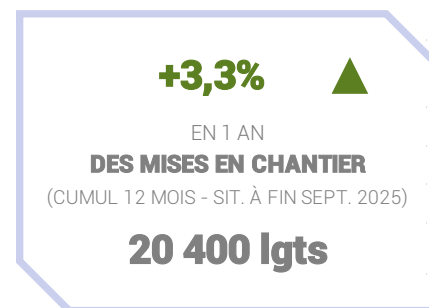
- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2025 comparé au 2e trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 3e trim. 2025 comparé au 3e trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 3e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin août 2025
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juil. 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 3e trim. 2025
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 2e trim. 2025



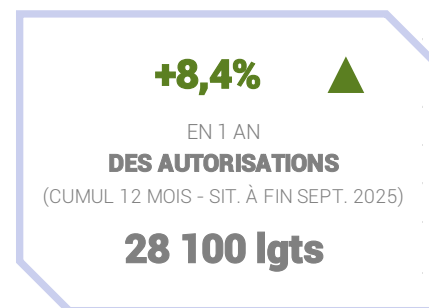
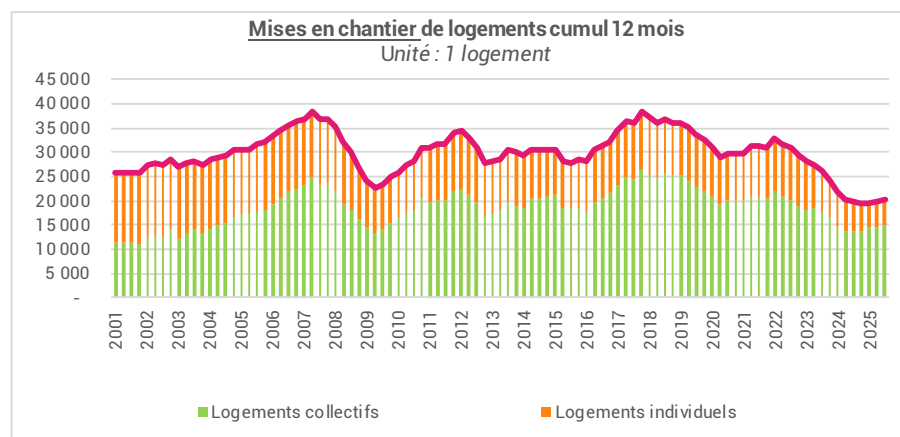
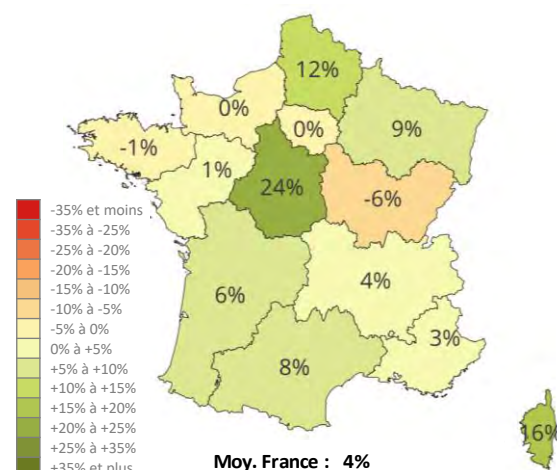
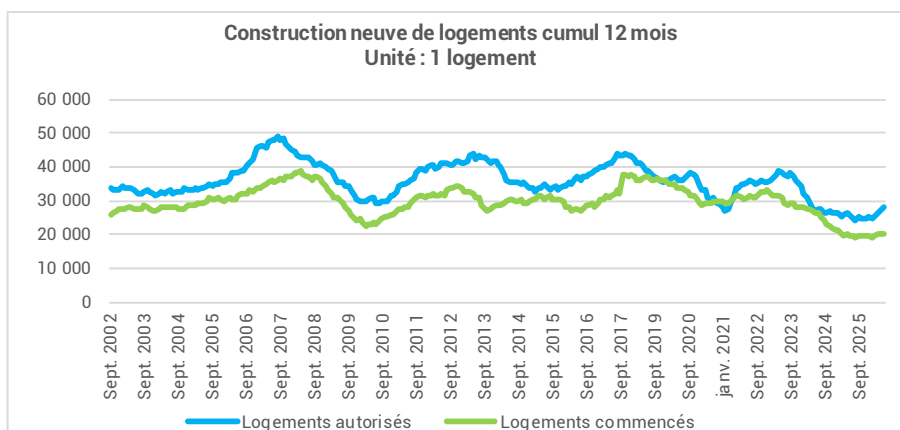


Construction de logements neufs

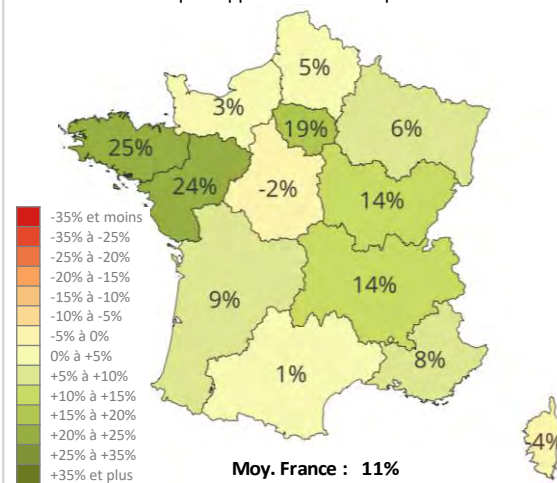
La construction neuve de logements (date réelle le estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2025 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	20 400 lgts	+3,3%	▲
Dont individuels purs	3 800 lgts	-4,2%	▼
Dont individuels groupés	2 000 lgts	-2,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 600 lgts	+6,4%	▲
Total logements <u>autorisés</u>	28 100 lgts	+8,4%	▲
Dont individuels purs	4 800 lgts	+6,9%	▲
Dont individuels groupés	2 800 lgts	+1,5%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	20 500 lgts	+9,7%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin septembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin septembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Par ailleurs, le SDES indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier.

Les logements mis en chantier sont en hausse : + 3,3% en cumul 12 mois à fin septembre 2025 enregistrant 20 400 logements commencés. Cette hausse est principalement portée par les logements collectifs.

Cette tendance s'observe également du côté des autorisations avec 28 100 logements autorisés sur les 12 mois à fin septembre 2025, soit une hausse de +8,4% en un an. Les permis accordés pour des logements collectifs soutiennent le marché avec 20 500 logements autorisés.

Pour autant, la reprise se faisant à partir de niveaux extrêmement bas, que cela soit pour les mises ou chantier ou les autorisations, les volumes de logements démarrés ou autorisés même en hausse sur 12 mois glissants, restent bien en-deçà de ce qui était observé jusqu'en 2023.

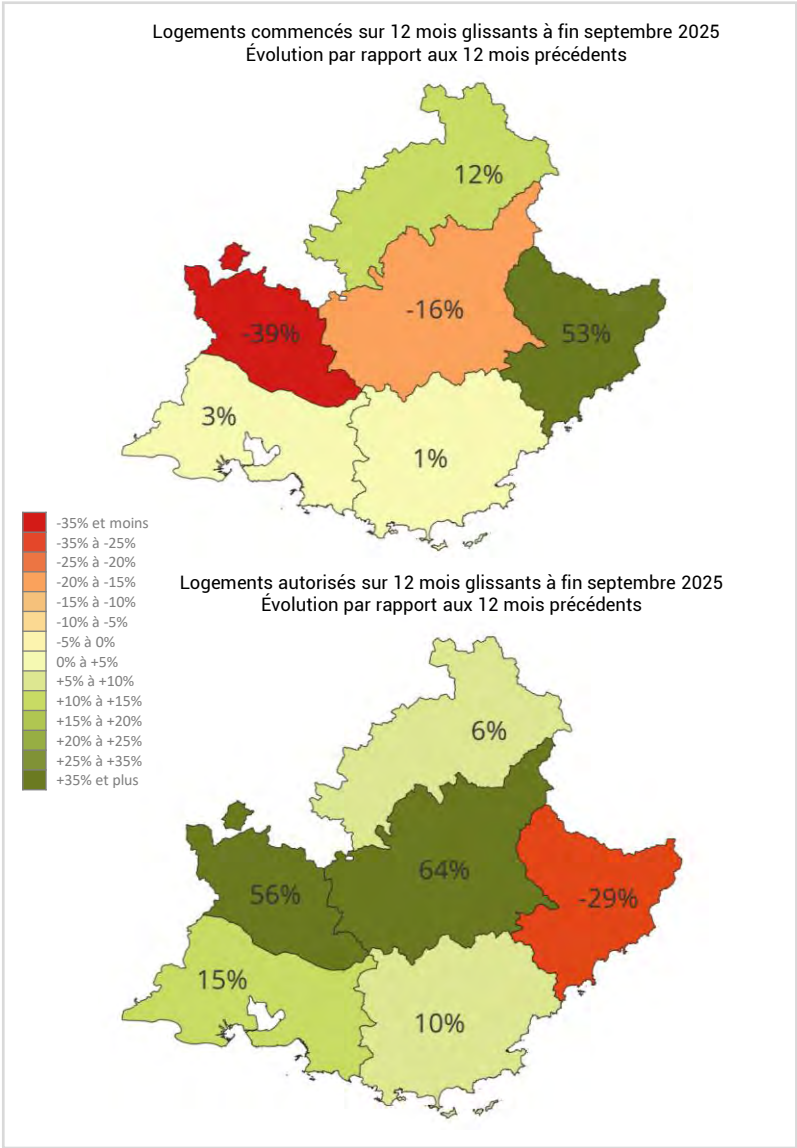
Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



Construction de logements neufs



La reprise de la construction résidentielle neuve reste inégale selon les territoires. Tandis que les **Alpes-Maritimes** et les **Hautes-Alpes** affichent une nette progression, les départements du **Vaucluse** et des **Alpes-de-Haute-Provence**, enregistrent encore des reculs marqués. Les départements des **Bouches-du-Rhône** et du **Var** maintiennent une stabilité, illustrant une relance régionale à deux vitesses.

Les **Alpes-Maritimes** illustrent le contraste le plus marqué de la région : elles enregistrent la plus forte hausse des mises en chantier tout en subissant une baisse prononcée des autorisations. Ce décalage traduit un essoufflement des projets à venir après une phase de rattrapage intense. A l'inverse, tous les autres départements de la région connaissent un net redressement des autorisations, soutenant une dynamique régionale globalement orientée à la reprise mais encore hétérogène.

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

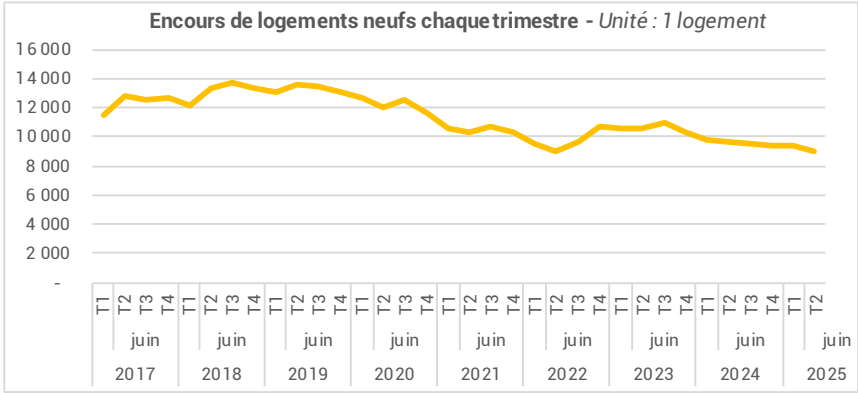
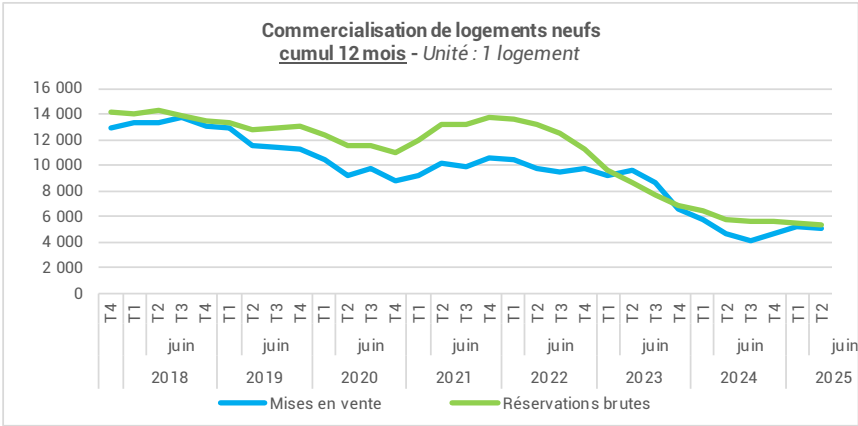
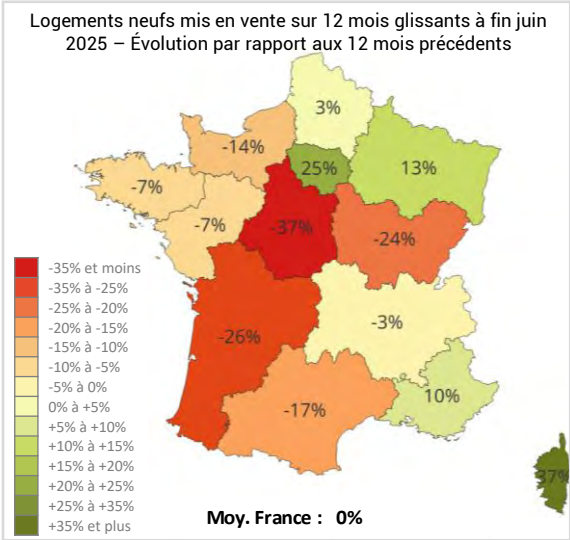
*Service des données et études statistiques





Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	2° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 100 lgts	+10,3%	▲
Dont collectifs	4 890 lgts	+14,1%	▲
Dont individuels	210 lgts	-37,7%	▼
Réservations	5 370 lgts	-6,3%	▼
Dont collectifs	5 080 lgts	-6,1%	▼
Dont individuels	290 lgts	-9,0%	▼
Vente en bloc	6 721 lgts	+6,2%	▲



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

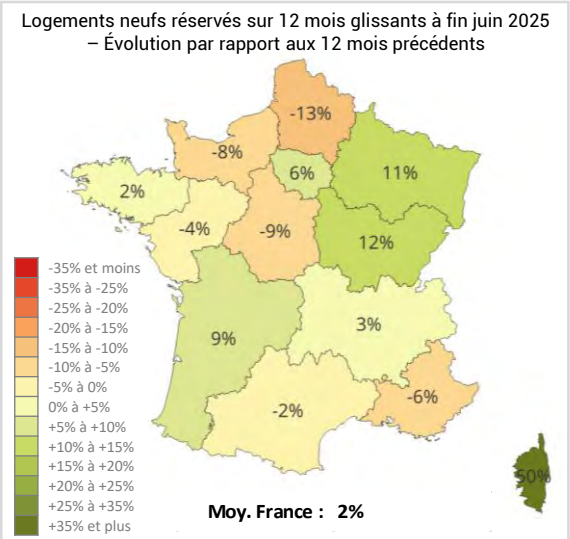
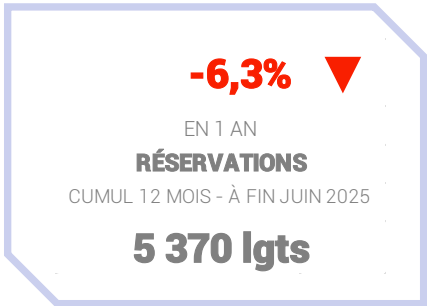
Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Au cours de 12 derniers mois, le volume de logements commercialisés repart à la hausse, porté principalement par le segment collectif (+10,3% au global). Une tendance haussière jamais observée depuis le 1^{er} trimestre 2022, signe d'une confiance qui s'améliore, même si on reste loin des volumes commercialisés jusqu'en 2022. De fait, cette hausse des mises en vente peut s'expliquer par le lancement de projets dans les cartons depuis longtemps et qui étaient sur pause face au contexte économique dégradé. D'ailleurs, durant cette période, les promoteurs ont préféré réduire leurs encours avant de lancer de nouveaux programmes.

Malgré cette hausse des mises en vente, les réservations continuent de ralentir : à fin juin, sur 12 mois, on enregistrait 5 370 réservations, soit un volume encore en baisse de -6,3% en un an. La vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +6,2% en un an, représentent plus de la moitié des réservations enregistrées ces 4 derniers trimestres (56%).



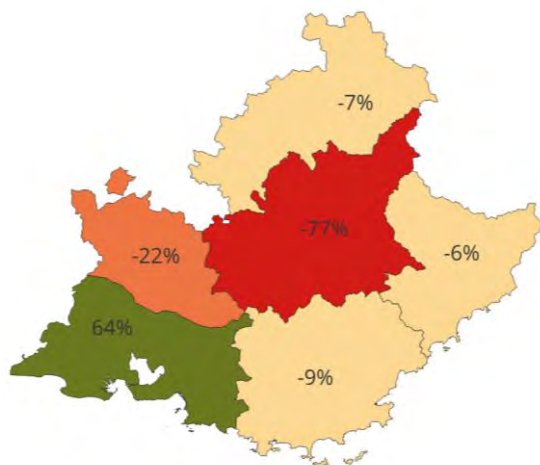
Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

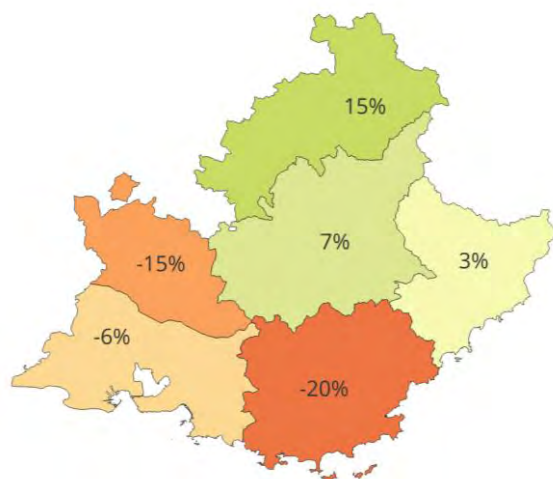


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin juin 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin juin 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le marché semble redémarrer dans les **Bouches-du-Rhône**, qui pèsent la moitié de l'activité régionale : à fin juin 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département a enregistré une hausse de +64% des mises en vente avec 2 250 nouveaux logements. Toutefois, le niveau de comparaison est tellement bas qu'on reste encore loin du niveau de longue période (-40%). D'ailleurs, malgré cette hausse des commercialisations, les réservations ne décollent toujours pas : seulement 2 000 logements ont été réservés, soit -6% sur un an et -59% comparé à la moyenne longue période.

Les **Alpes-de-Haute-Provence** comptent 40 logements commercialisés à fin juin 2025 en cumul 12 mois ; c'est une chute drastique sur 12 mois, mais les commercialisations ont été extrêmement dynamiques post-Covid. Les promoteurs possèdent ainsi un très grand stock de logements neufs disponibles à la vente. Si les réservations semblent repartir dans le département (+7% en un an), c'est donc dans le stock disponible depuis de nombreuses années que se font ces ventes, et non dans de nouveaux programmes.

Même tendance, à intensité moindre, dans le département des **Hautes-Alpes**, qui enregistre une baisse de -7% des mises en vente (300 logements) et une augmentation de +15% des réservations (310 logements), du fait des nombreux lancements de programmes ayant eu lieu post-Covid (même si les réservations restent inférieures de -17% à la moyenne des 7 dernières années).

Mêmes chiffres, mais pas la même cause, dans les **Alpes-Maritimes**, qui voient leurs mises en vente baisser de -6% en un an avec 1 190 logements, un volume qui reste inférieur de -48% au volume moyen des sept années précédentes. Dans ce département, les lancements de programmes neufs ont du mal à redémarrer depuis la crise Covid. Malgré un stock qui s'amenuise de plus en plus, les réservations progressent légèrement, à environ 1 570 logements, soit +3% sur un an. Mais la période de comparaison était tellement basse qu'on reste loin des volumes de référence : -41% comparé à la moyenne longue période.

En **Vaucluse**, le marché du logement neuf est toujours en panne sèche : à peine 220 logements commercialisés, soit une chute de -22% en un an et en retrait de -67% par rapport à la moyenne des sept dernières années, et tout juste 300 réservations, soit -15% en un an et moitié moins que sur l'historique.

Même dynamique dans le **Var**, qui observe une chute de -9% des commercialisations à fin juin 2025 en cumul 12 mois (1 090 nouveaux logements), soit -57% comparé aux sept dernières années, et un recul de -20% des réservations sur la même période, soit -5% sur la période longue.

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

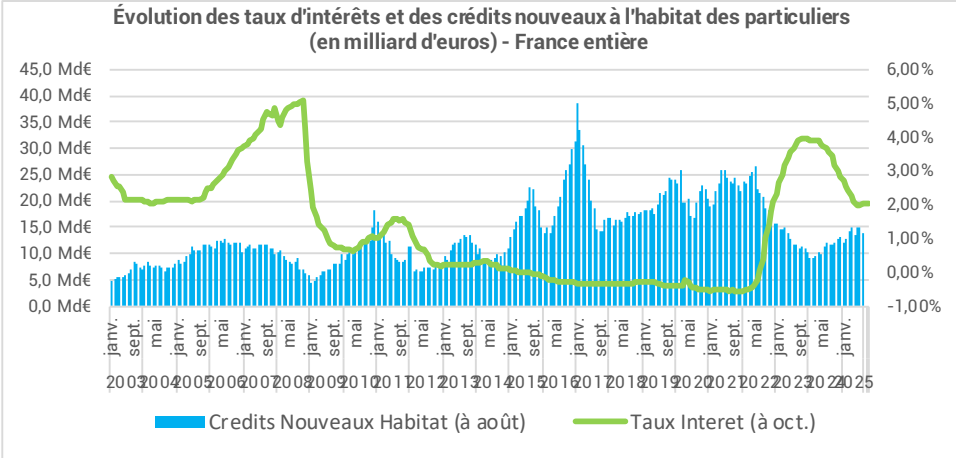




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	43 600 M€	+24,6%	▲
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin août 2025)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin oct. 2025)	2,034%	0,01 pt	=

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, à fin août 2025 et sur l'ensemble du pays, 43,6 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en progression de +24,6% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d'une conjoncture qui s'améliore.

La stabilisation des taux d'intérêts traduit un retour progressif à la normal après plusieurs années de forte volatilité. Cette normalisation a favorisé une reprise de la demande de crédits : à fin octobre 2025, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 2,034%, et reste stable sur un mois.

Prêts à 0% PTZ+	2° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	651	+98,5%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	1 961	-10,5%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	68	+74,4%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	246	+45,6%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

Au cours des douze derniers mois, le nombre de prêts délivrés a chuté de -6,4% dans l'ensemble, mais on observe une hausse ce dernier trimestre à la fois dans le neuf et l'ancien de +98,5% et +74,4% respectivement sur un an (à fin juin 2025).

+24,6%

▲

EN 1 AN

CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE

CUMUL 3 MOIS - À FIN AOÛT 2025

43 600 M€

Source : Banque de France

-10,5%

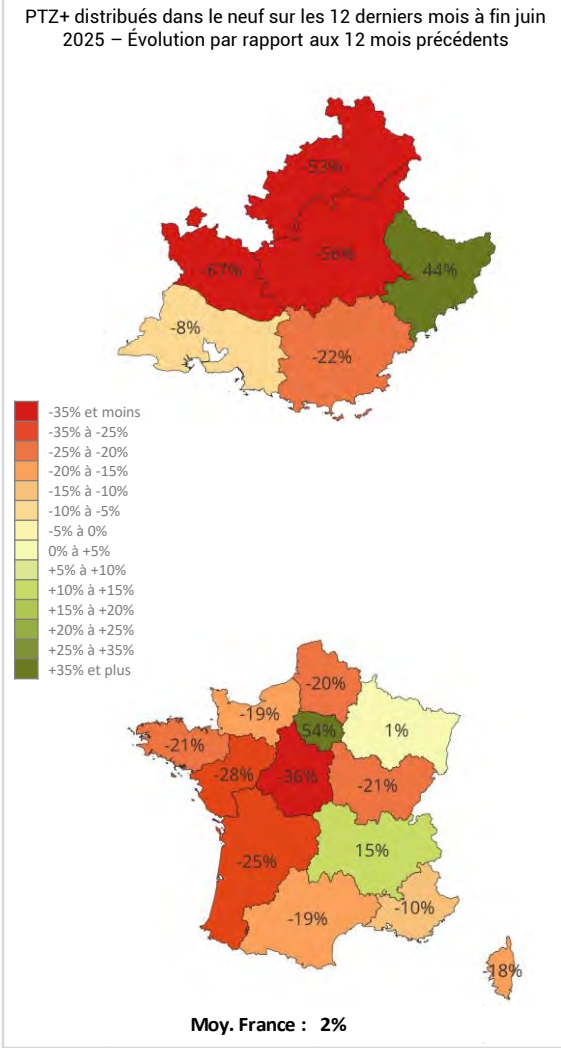
▼

EN 1 AN

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

CUMUL 4 TRIM. - À FIN JUIN 2025

1 961 prêts



Source : SGFGAS (données brutes)

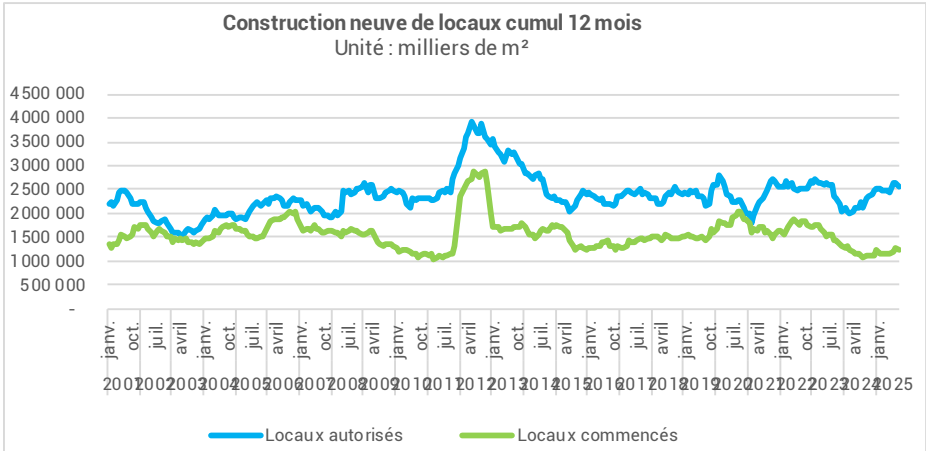




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin sept. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 254 mill. m²	+13,3%	▲
Bâtiments agricoles	315 mill. m²	+41,8%	▲
Secteur privé non agricole	711 mill. m²	+20,9%	▲
Dont locaux industriels	76 mill. m²	+40,3%	▲
Dont commerces	133 mill. m²	-7,7%	▼
Dont bureaux	140 mill. m²	+16,2%	▲
Dont entrepôts	249 mill. m²	+32,6%	▲
Dont autres locaux	113 mill. m²	+38,1%	▲
Secteur public	229 mill. m²	-23,0%	▼

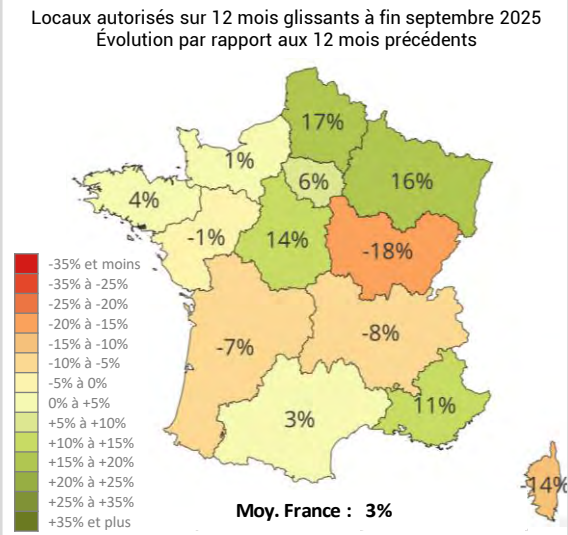
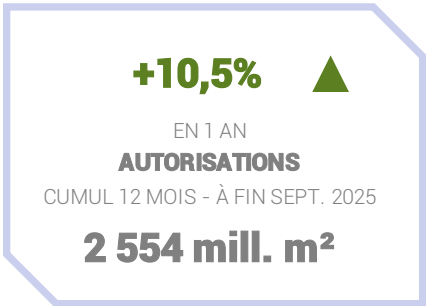
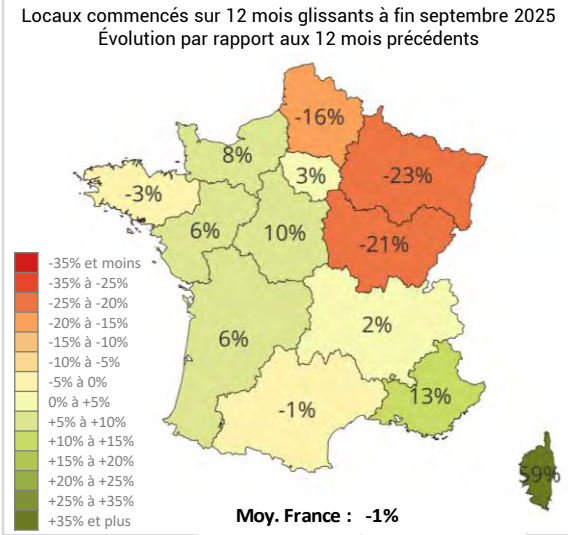
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin sept. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 554 mill. m²	+10,5%	▲
Bâtiments agricoles	583 mill. m²	-5,1%	▼
Secteur privé non agricole	1 557 mill. m²	+22,9%	▲
Dont locaux industriels	374 mill. m²	n.s.	
Dont commerces	258 mill. m²	-3,7%	▼
Dont bureaux	248 mill. m²	-20,5%	▼
Dont entrepôts	512 mill. m²	+25,3%	▲
Dont autres locaux	165 mill. m²	+5,3%	▲
Secteur public	414 mill. m²	-3,6%	▼



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le redémarrage de la construction s'observe également sur le segment non-résidentiel : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul douze mois à fin septembre 2025, la surface de locaux neufs mis en chantier grimpe de +13,3% par rapport à un an plus tôt. Cette dynamique s'observe quasiment dans l'ensemble des secteurs, hormis le segment des commerces (-7,7%) ainsi que le secteur public (-23%). Le volume des mises en chantier reste cependant peu élevé au regard de l'historique, le rebond se faisant depuis un point historiquement bas.

Dans la même logique, les surfaces non-résidentielles autorisées sur les douze derniers mois (à fin septembre 2025) progressent de +10,5% dans la région par rapport aux douze mois précédents. La progression des permis autorisés concerne uniquement le secteur privé non agricole, tandis que l'ensemble des autres segments d'activité affichent un repli.



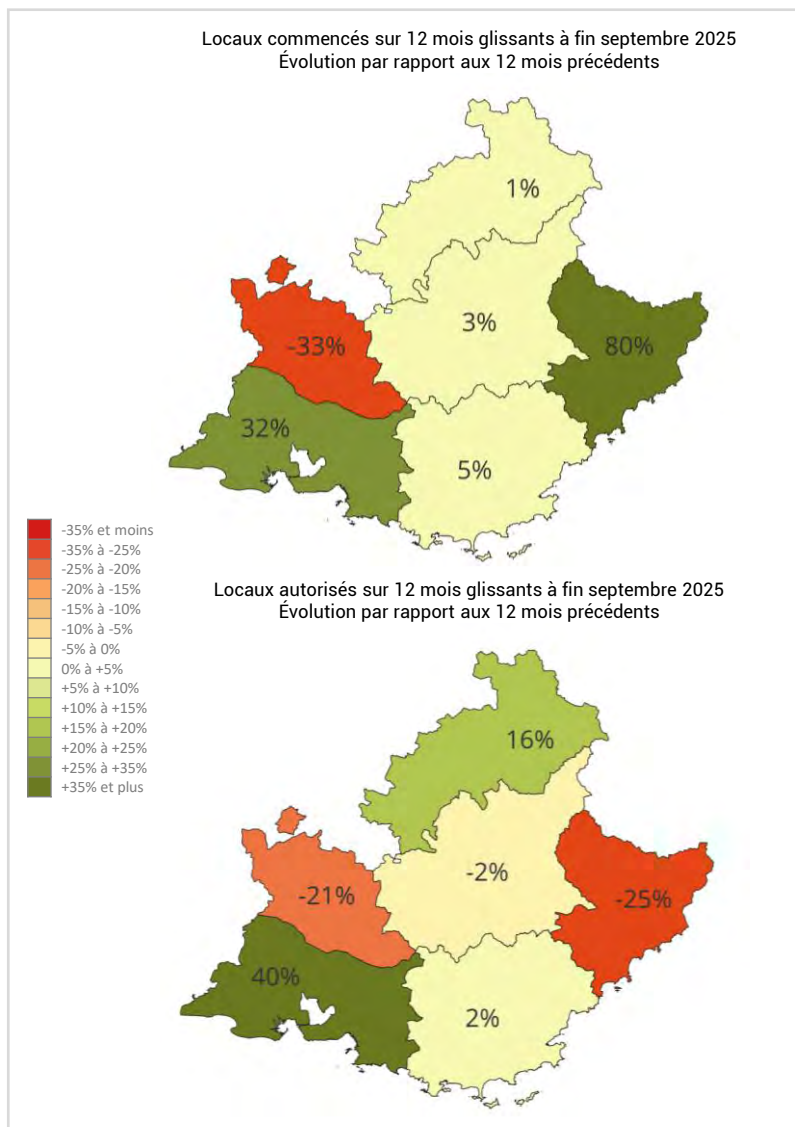
Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



A fin septembre 2025, la reprise de la construction non-résidentielle reste inégale à l'échelle régionale : elle est particulièrement marquée dans les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône, où les mises en chantier progressent respectivement de 80% et 32%. L'activité reste stable dans les départements alpins et le Var. En revanche, dans le Vaucluse, la chute des ouvertures de chantier continue sur les douze derniers mois (-33% de locaux mis en chantier).

Et l'avenir reste sombre dans ce département, où les autorisations sont en fort recul encore (-21% en un an à fin septembre 2025). Une baisse significative est également constatée dans les Alpes-Maritimes (-25%). En revanche, les Alpes-de-Haute-Provence et le Var affichent une relative stabilité (-2% et +2% respectivement), tandis qu'une reprise se dessine dans les Bouches-du-Rhône (+40%) et les Hautes-Alpes (+16%), signe d'un redémarrage plus généralisé de la dynamique régionale. La tendance s'oriente clairement à la hausse, portée par la reprise de la demande.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

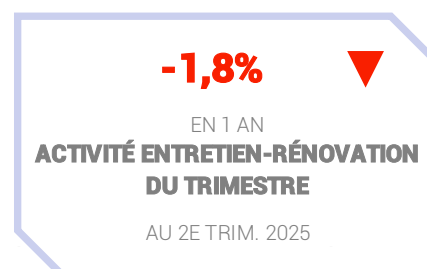
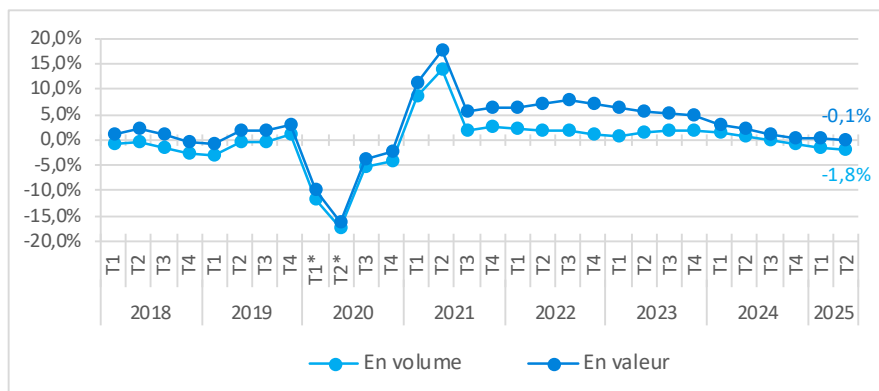




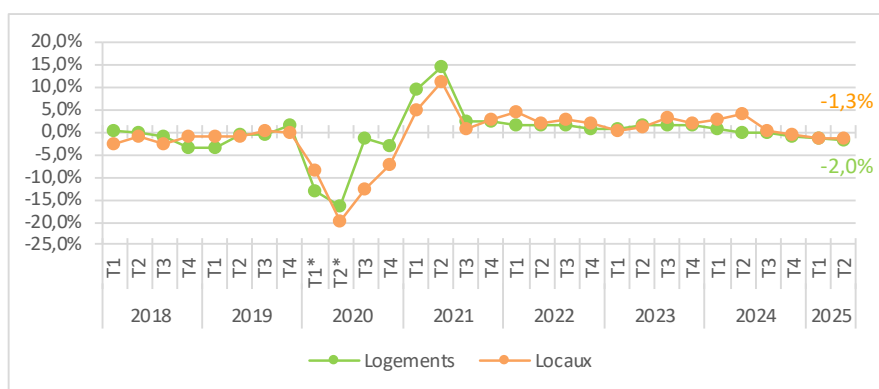
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

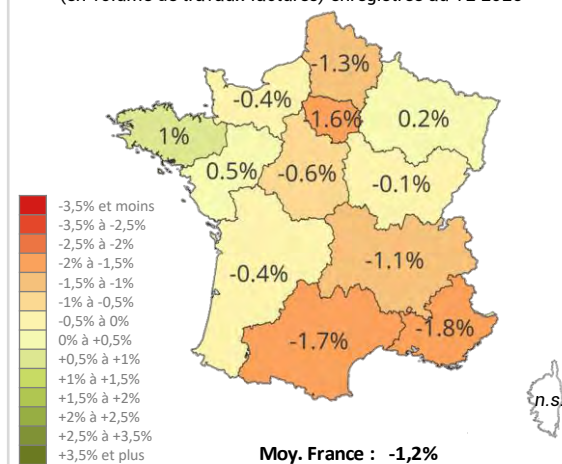


Par segment de marché

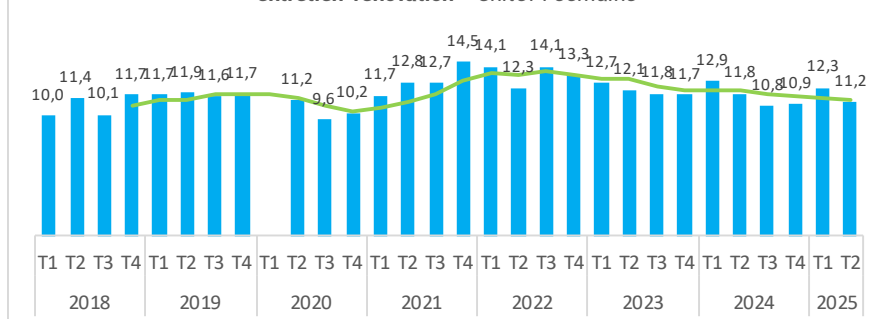


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2024 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T2 2025



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité: 1 semaine



L'activité entretien-rénovation recule de -1,8% en volume de travaux facturés au 2^{ème} trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, quatrième trimestre consécutif de baisse et un niveau de repli qui n'avait plus été observé depuis les confinements Covid.

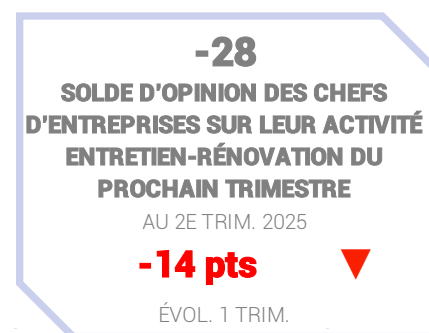
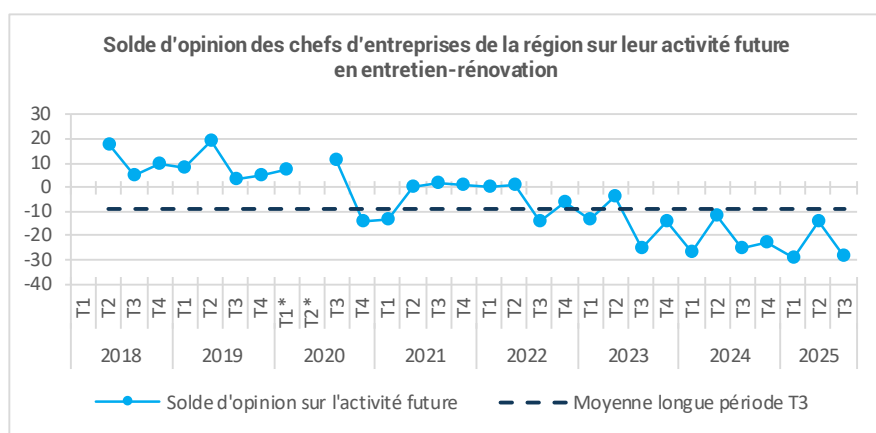
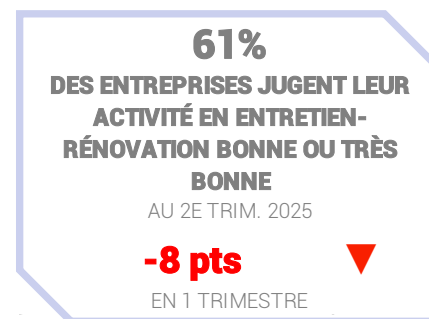
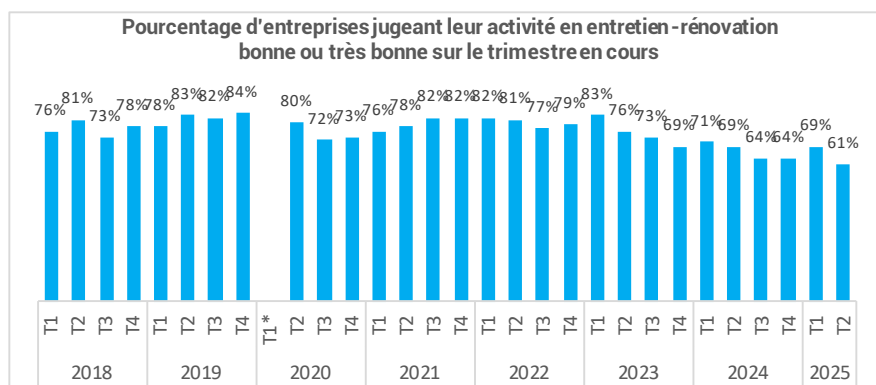
Dans le même sens, les carnets de commande en entretien-rénovation baissent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 11,2 semaines de travail garanties à fin juin 2025, en recul de -1,2 semaines en trois mois.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

61% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 2^{ème} trimestre 2025. Le niveau de satisfaction baisse encore (-8 points par rapport au trimestre précédent) et affiche son plus mauvais score historique. Même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité. Le niveau de satisfaction se place ainsi -17 points en-dessous de sa moyenne de longue période, avec un solde d'opinion qui perd lui aussi -16 points en un trimestre et se place -30 points sous son niveau moyen pour un deuxième trimestre, signe que la situation économique reste dégradée ce trimestre.

L'opinion des entreprises du Bâtiment de la région sur leur activité future n'est pas meilleure. Dans un contexte d'activité en berne et de baisse des prises de commandes, elle s'aggrave même, puisque le solde d'opinion plonge de -14 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent et se place tout proche de son plus bas niveau historique, -24 points sous son niveau moyen historique.





Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2° trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	29,78 M€	+47,6%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 356 ÉCO-PTZ	+19,9%	▲

+47,6%

▲

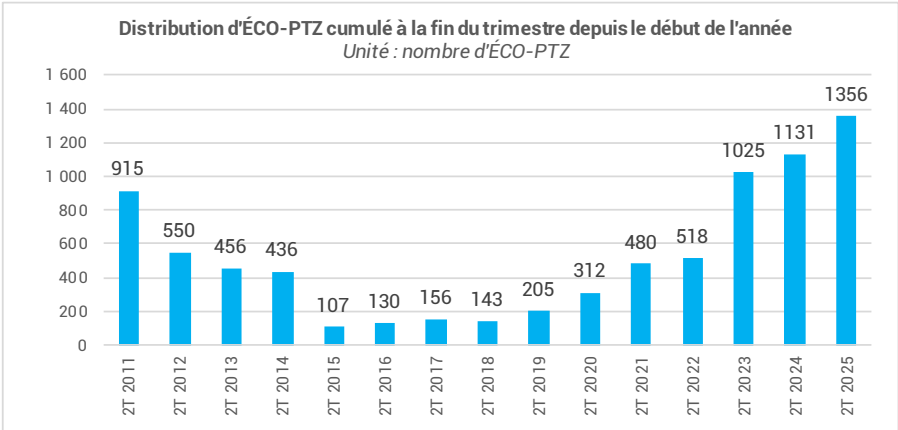
DE JANVIER À FIN DU 2° TRIM. 2025

DU VOLUME DE TRAVAUX

RÉALISÉS

ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

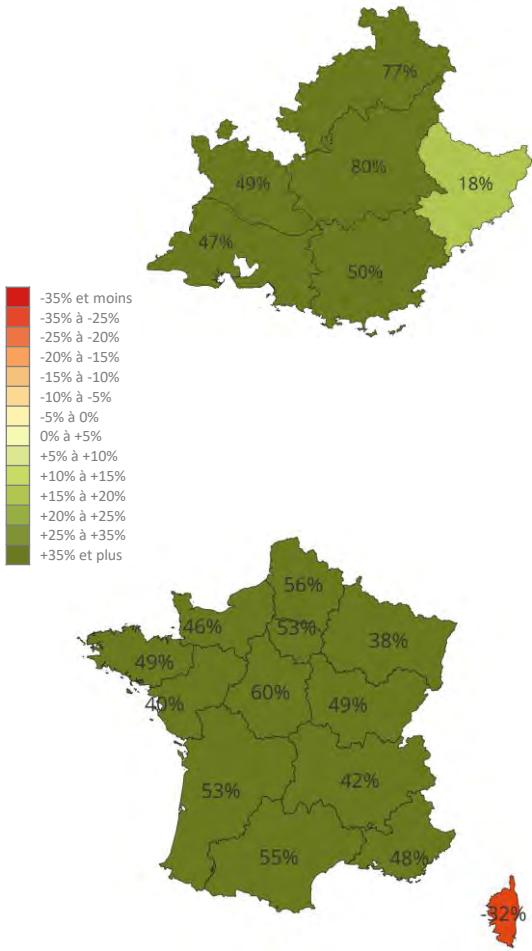
29,78 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur les six premiers mois de l'année 2025, 1 356 prêts ont ainsi été accordés dans la région.

Volume de travaux réalisés avec un éco-PTZ de janvier à fin juin 2025 – Évolution par rapport au cumul de janvier à juin 2024



Source : SGFGAS (données brutes)





Activité Travaux Publics

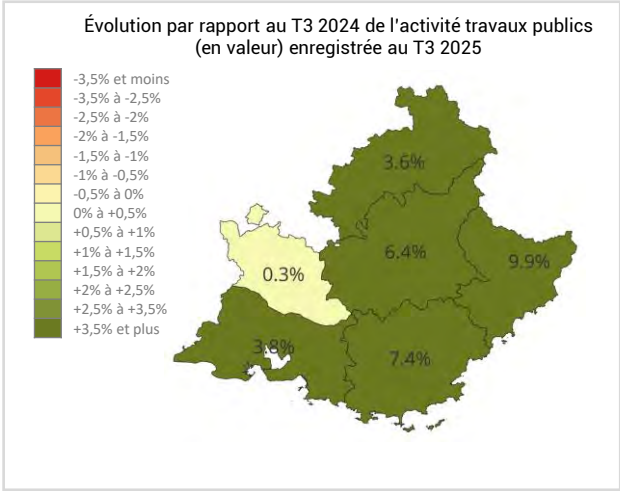
L'activité dans les Travaux Publics au 3e trim. 2025	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T3 2024	Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année	Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T3 2024
Ensemble	6,5% ▲	3,1% ▲	7,7 =
Terrassement	5,7% ▲	2,9% ▲	6,9 ▼
Route	11,4% ▲	3,0% ▲	5,9 =
Canalisateurs	7,9% ▲	5,9% ▲	6,9 =
Génie civil	-2,6% ▼	1,1% ▲	11,8 =
travaux électriques	3,2% ▲	2,2% ▲	9,8 ▲
Autres travaux	7,0% ▲	2,1% ▲	8,9 ▲

+6,5%▲

EN 1 AN

ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE

AU 3E TRIM. 2025

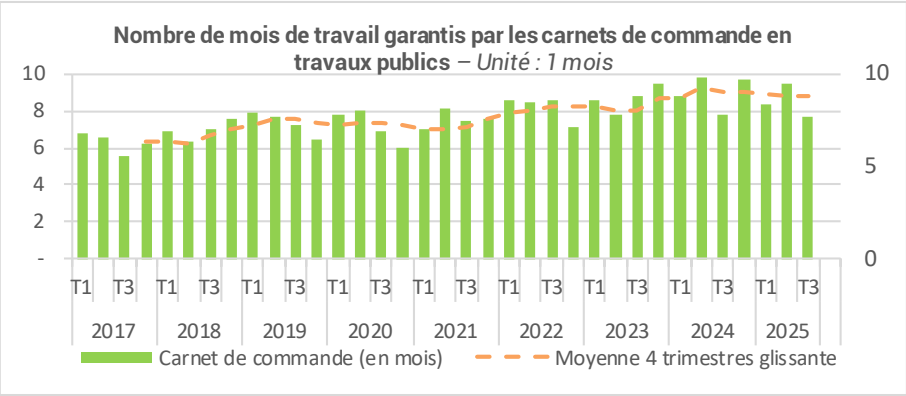
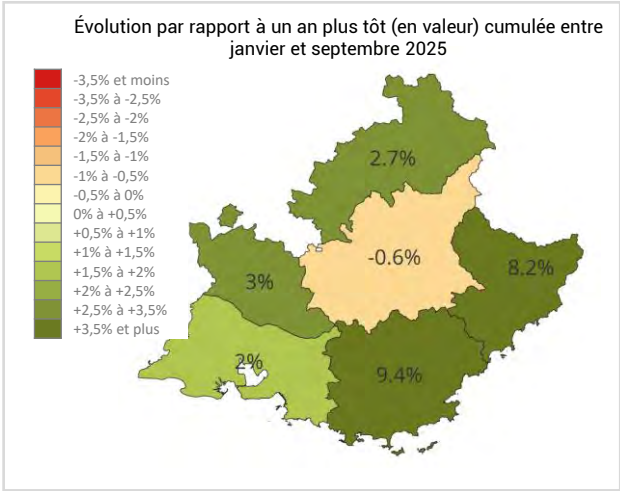
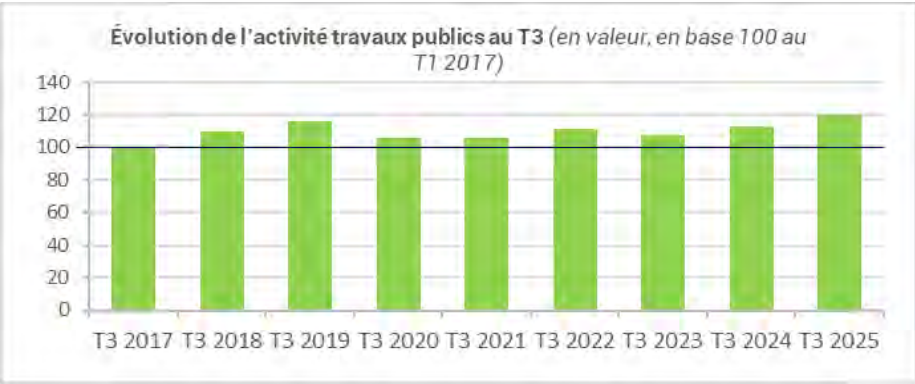
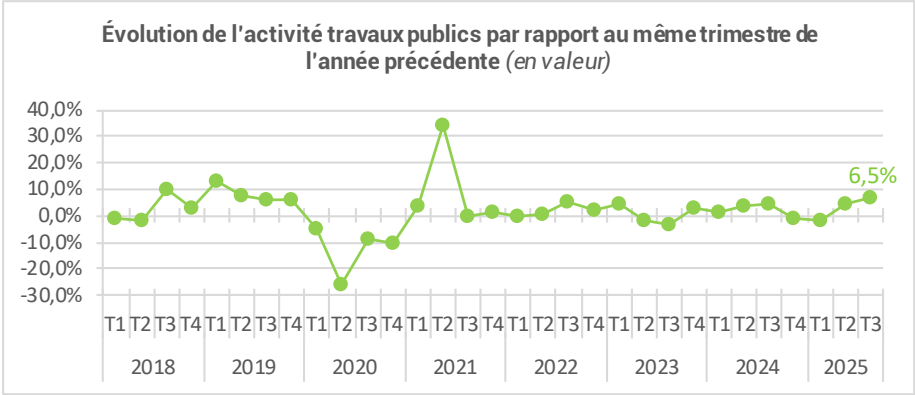


+3,1%▲

EN 1 AN

ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS CUMULÉE

EN 2025



L'activité Travaux Publics poursuit sa progression au 3^{ème} trimestre 2025, affichant une augmentation de +6,5% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt) et laissant le bilan des 9 premiers mois de l'année à +3,1%. Tous les corps de métiers sont dans le positif en cumul depuis le début de l'année.

Après un léger recul les trimestres précédents, les prises de commande se stabilisent comparé à l'an passé dans la région, avec 7,7 mois de travail garanti à fin septembre 2025.

7,7 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

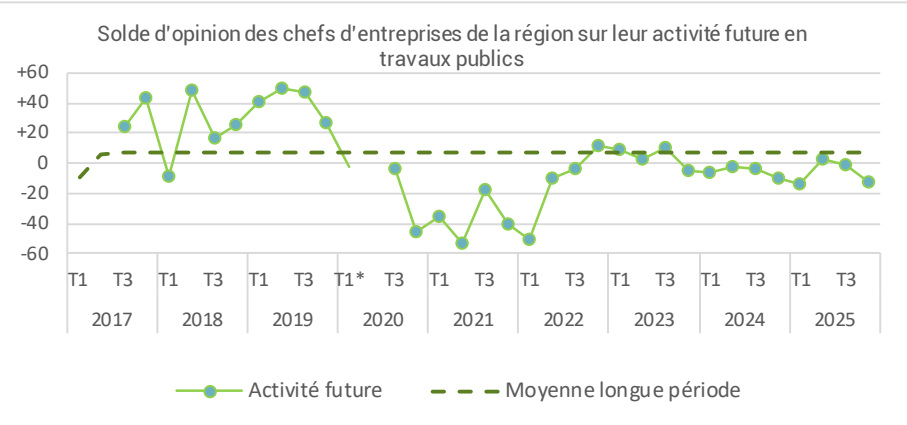
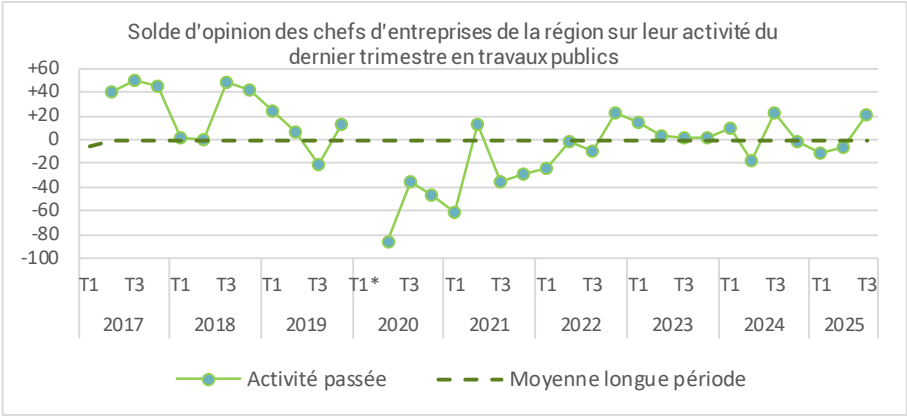
À FIN SEPTEMBRE 2025

-0,2 mois =

EN 1 TRIMESTRE



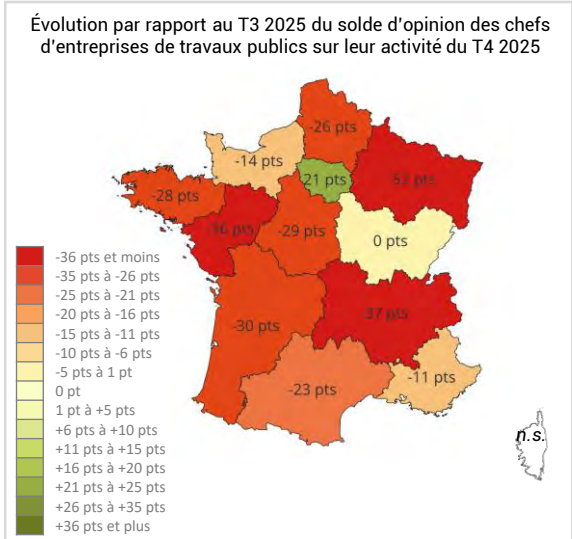
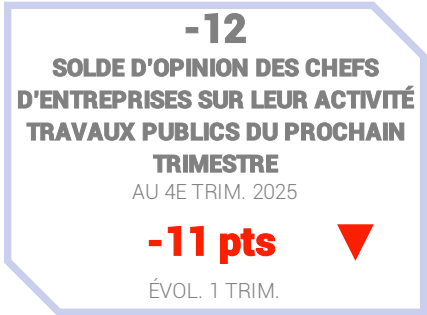
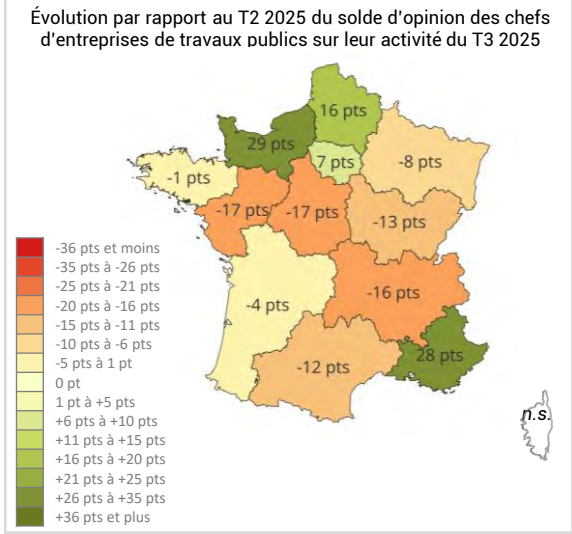
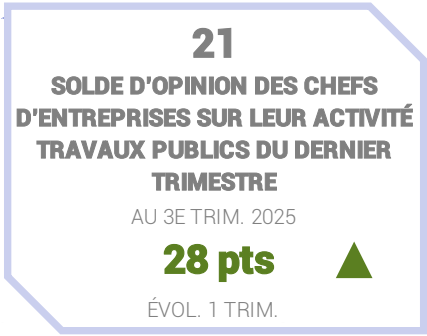
Opinion des chefs d'entreprises



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

La vision des chefs d'entreprise sur leur activité récente est positive, avec un solde d'opinion à +21, s'améliorant nettement (+28 points en un trimestre, se rapprochant de sa moyenne de longue période), en lien avec une activité dynamique ce trimestre.

En revanche, la vision de ces mêmes chefs d'entreprise pour les mois à venir se dégrade : -11 pts de perdus entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2025, le solde d'opinion reste en négatif.



Source :
Enquête trimestrielle FNTF/INSEE



Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	3 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	13%	-1 pts	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	59%	+3 pts	▲
Insuffisance en personnel	57%	-4 pts	▼
Contraintes financières	12%	+3 pts	▲
Conditions climatiques	9%	-2 pts	▼
Insuffisance de matériel	0%	-1 pts	=
Autres facteurs	4%	+3 pts	▲

87%

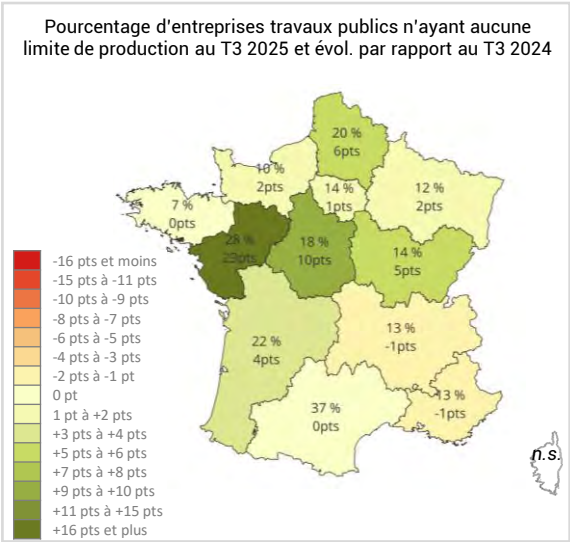
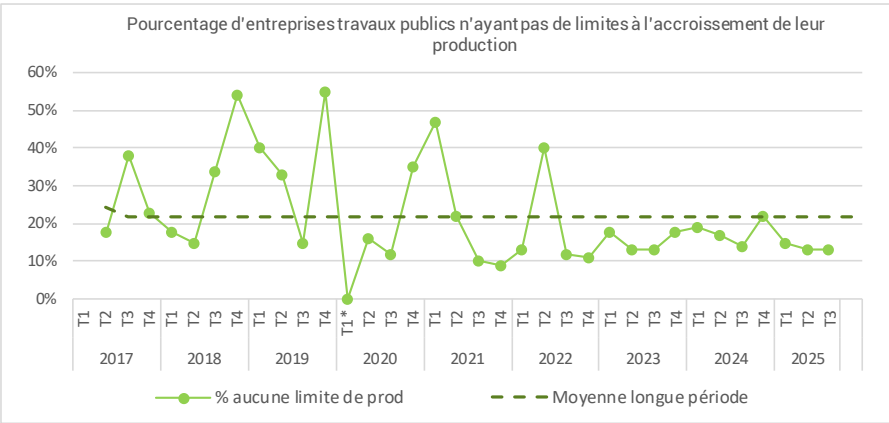
DES ENTREPRISES TRAVAUX PUBLICS LIMITÉES DANS LEUR PRODUCTION

AU 3E TRIM. 2025

+1 pts

=

ÉVOL. 1 AN



Des difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics : 87% indiquent en effet encore être limitées dans leur production à fin septembre 2025 (+1 points sur un an). Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : près de 59% des entreprises sont concernées, en hausse de +3 points en un an, ainsi que le manque de personnel pour 57% des entreprises, en baisse de -4 points en un an. 12% des entreprises indiquent des contraintes financières, en hausse de +3%.

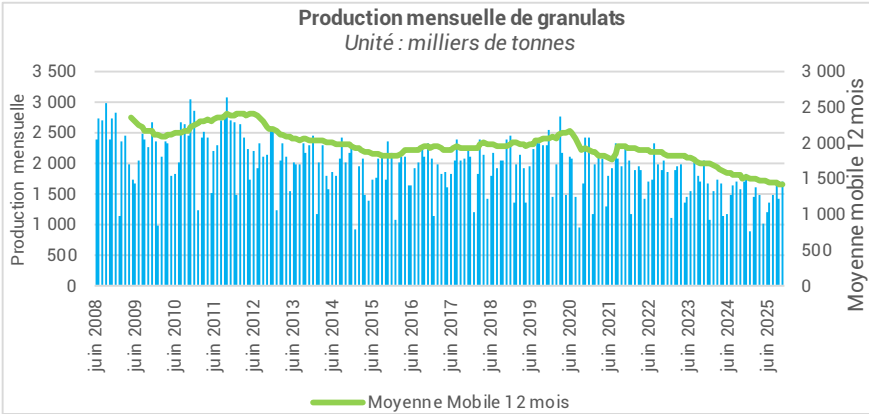
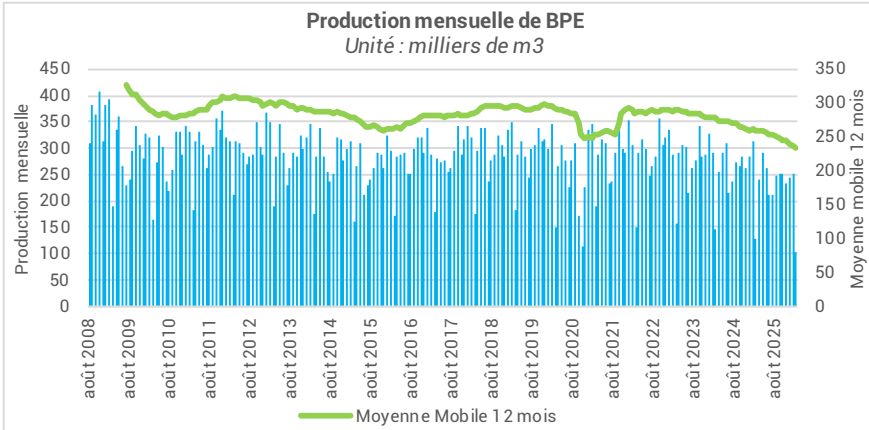
Source :
Enquête trimestrielle FNT/INSEE





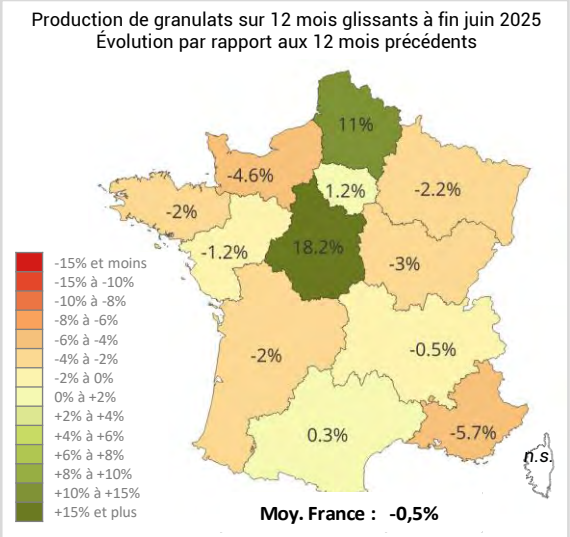
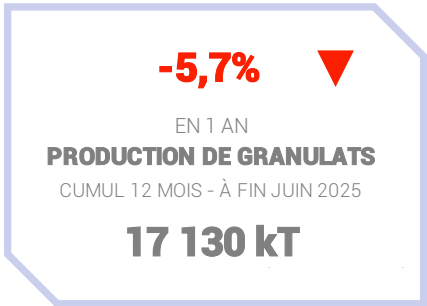
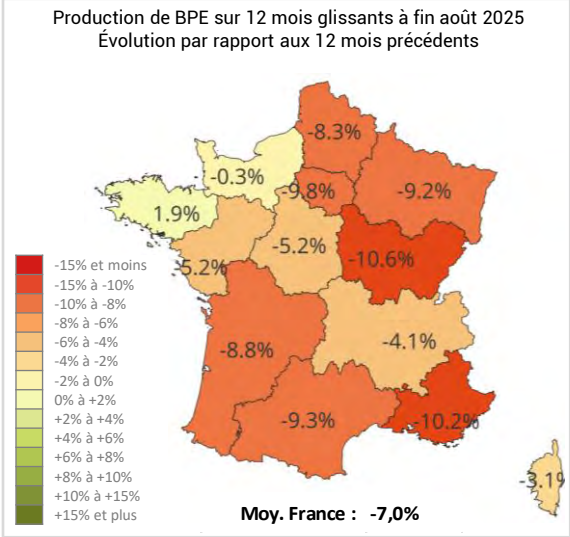
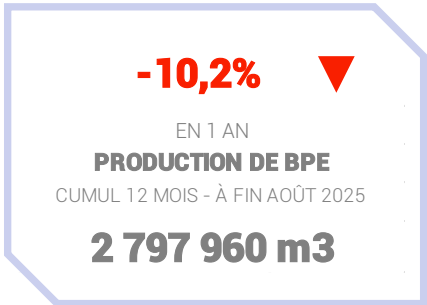
Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en août 2025	102 386 m3	-20,6%	▼
Prod. de Granulats en juin 2025	1 697 m3	-0,4%	=
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre septembre 2024 et août 2025	2 797 960 m3	-10,2%	▼
Production de Granulats entre juillet 2024 et juin 2025	17 130 kt	-5,7%	▼



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi, premier maillon de la chaîne de valeurs, reste en repli : le volume livré s'affiche en effet en baisse de -10,2% sur les douze derniers mois (à fin août) par rapport aux douze mois précédents. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long-terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, si l'activité BPE reste morose, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -5,7% sur la période juillet 2024 à juin 2025 par rapport à un an plus tôt. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.



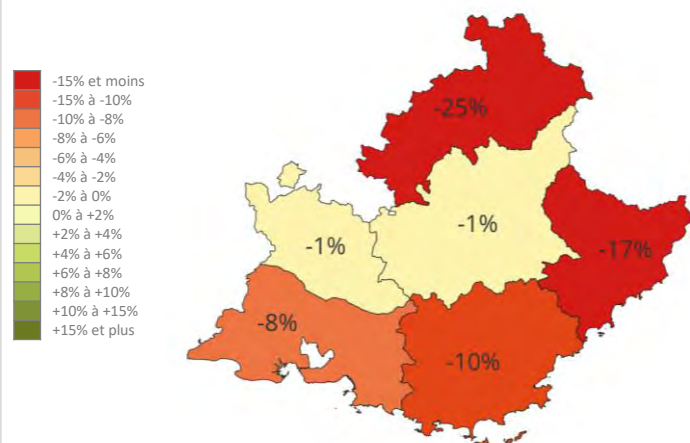
Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)

Production de BPE sur 12 mois glissants à fin août 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Comme au niveau régional, la production de BPE est en recul dans l'ensemble des départements sur les douze derniers mois à fin août. Ce repli général se poursuit, malgré le redémarrage progressif de la construction neuve, qui devrait à terme soutenir la demande en béton prêt à l'emploi.

La baisse la plus marquée est observée dans le département des **Hautes-Alpes** qui affiche un repli de -25%, traduisant un essoufflement net des chantiers après plusieurs années de dynamisme post-Covid. Les départements des **Alpes-Maritimes** (-17%), du **Var** (-10%) et des **Bouches-du-Rhône** (-8%) connaissent également des baisses importantes.

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence** et en **Vaucluse** la production se maintient quasiment stable, avec un repli limité à -1%.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)





Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à sept. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 710 AO	-1,8%	▼
dont bâtiment*	2 430 AO	-1,0%	▼
dont TP*	1 670 AO	+1,8%	▲
dont pôle local	2 800 AO	+1,5%	▲
dont conseils territoriaux	330 AO	+8,1%	▲
dont Etat	510 AO	-15,9%	▼
dont autres	60 AO	+18,8%	▲
Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à sept. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,0 Md€	-10,6%	▼
dont bâtiment*	2,5 Md€	-12,2%	▼
dont TP*	2,4 Md€	-6,4%	▼
dont pôle local	2,9 Md€	-16,2%	▼
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-9,7%	▼
dont Etat	0,8 Md€	-27,8%	▼
dont autres	0,3 Md€	+8,7%	▲

-1,8%▼

EN 1 AN

APPELS D'OFFRE TRAVAUX PUBLIÉS

CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPT. 2025

4 710 AO

-10,6%▼

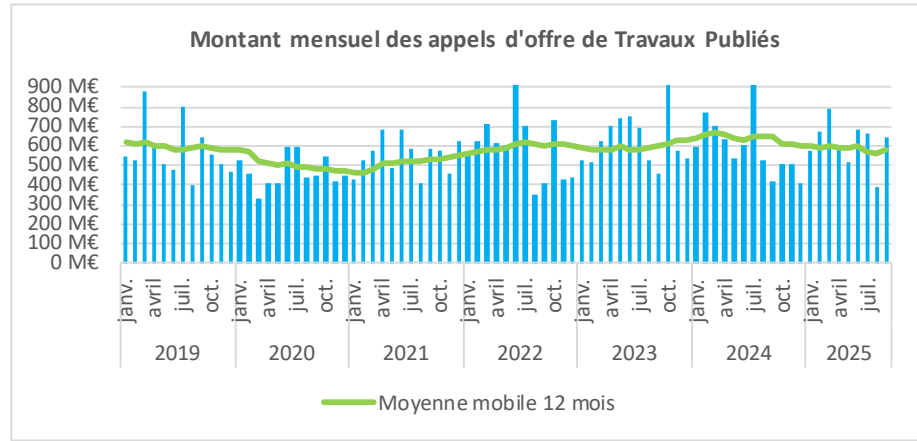
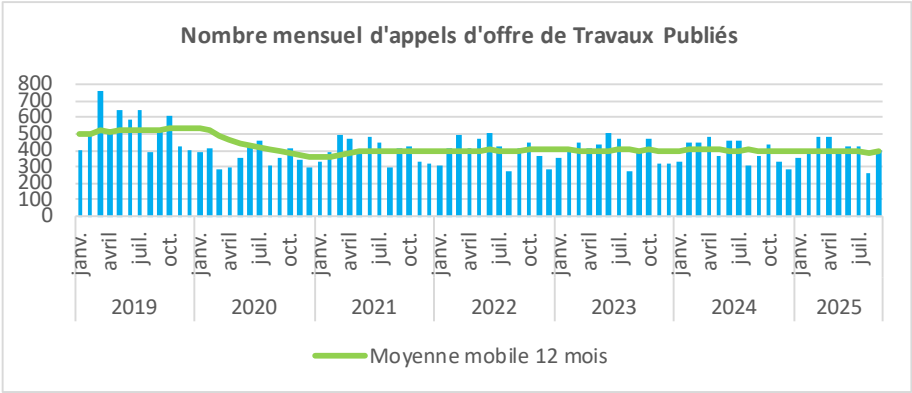
EN 1 AN

MONTANT DES APPELS D'OFFRE TRAVAUX PUBLIÉS

CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPT. 2025

6 960 M€

*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique recule encore en volume dans la région : 4 710 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois à fin septembre 2025, en baisse de -1,8% par rapport aux douze mois précédents. On observe une diminution des marchés du Bâtiment (-1%) tandis les marchés de Travaux Publics enregistrent une hausse de +1,8%, illustrant un renversement de tendance par rapport aux années précédentes. La baisse est également plus visible pour l'État que chez les autres maîtres d'ouvrage publics, qui ont augmenté leurs achats publics de travaux.

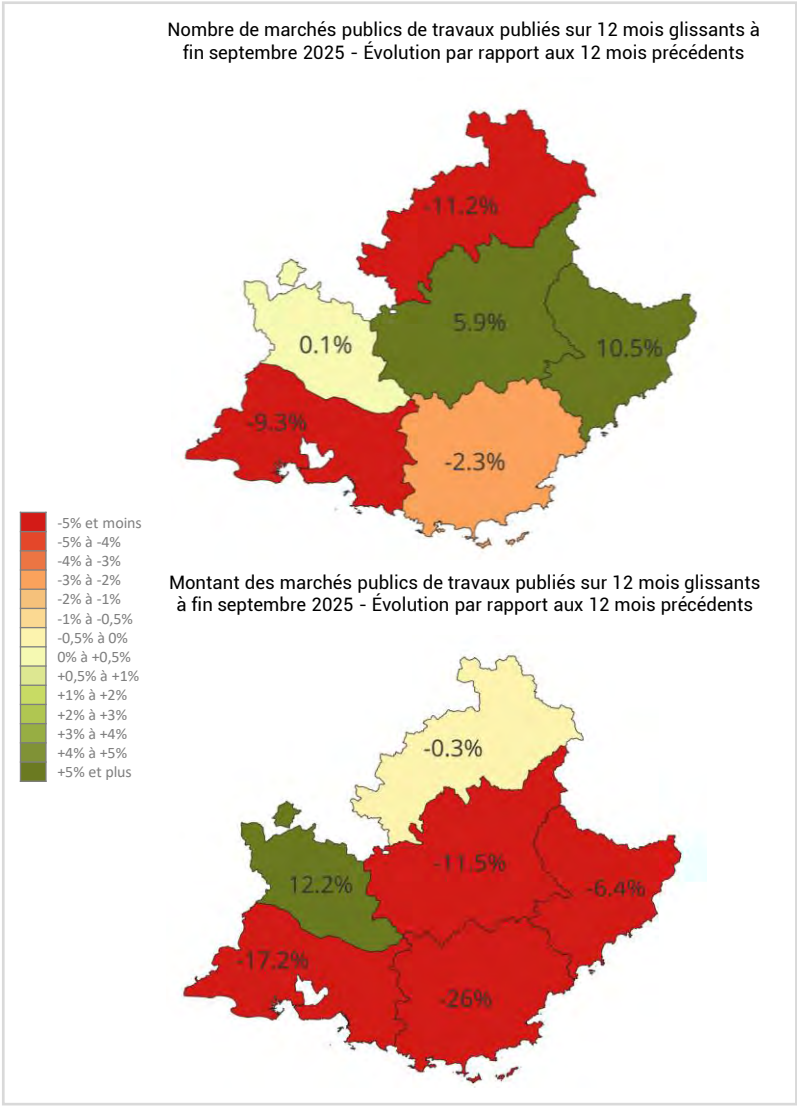
La valeur de la commande publique a également reflué sur les douze derniers mois (-10,6%) pour tous les secteurs et tous les acheteurs.

Source : VecteurPlus





Marchés publics de travaux



À l'échelle territoriale, les départements des **Bouches-du-Rhône** et du **Var** enregistrent à fin septembre 2025 un recul de la commande publique dans le secteur des travaux, tant en volume qu'en valeur : le nombre de marchés publiés baisse respectivement de -9,3% et -2,3% sur un an, tandis que les montants attribués reculent de -17,2% et -26%.

À l'inverse, dans les **Alpes-de-Haute-Provence** et les **Alpes-Maritimes** le nombre de marchés publiés augmente en volume (+5,9% et +10,5% respectivement), mais chute en valeur de -11,5% et -6,4% à fin septembre 2025, probablement dû au lancement de projets plus nombreux mais moins coûteux.

Dans les **Hautes-Alpes**, les marchés publics de travaux affichent un recul de -11,2% en volume mais se stabilisent et de -0,3% en valeur sur les douze derniers mois par rapport à un an plus tôt (à fin septembre).

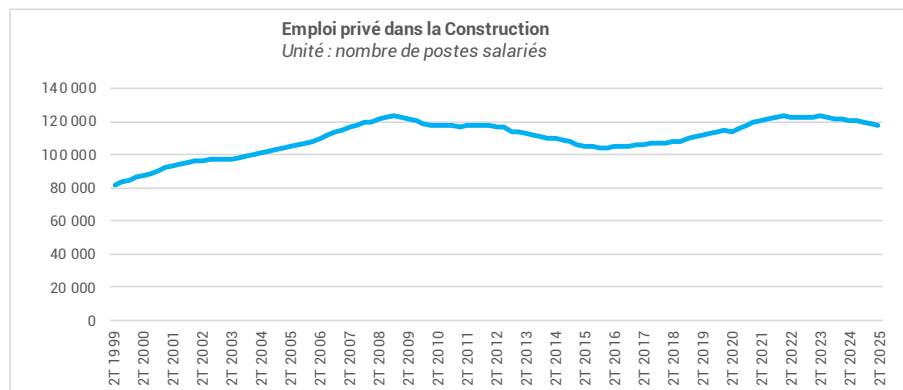
Dans le **Vaucluse**, le nombre de marché publiés est stable (0,1%) alors qu'en valeur on observe une hausse de +12,2%.





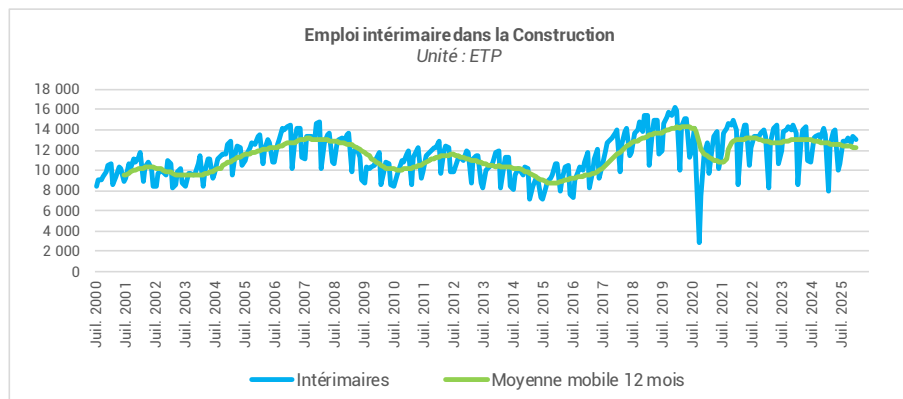
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	117 671 sal.	-2,2%	▼



Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. Cette décroissance se poursuit : à fin juin 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -2,2% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juil. 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juil. 2025	12 986 ETP	-4,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juil. 2025	13 045 ETP	-4,4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juil. 2025	12 275 ETP	-3,6%	▼



À fin juillet 2025, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-4,5% en un an sur les trois derniers mois) comme de long-terme (-3,6% en un an sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

-2,2%



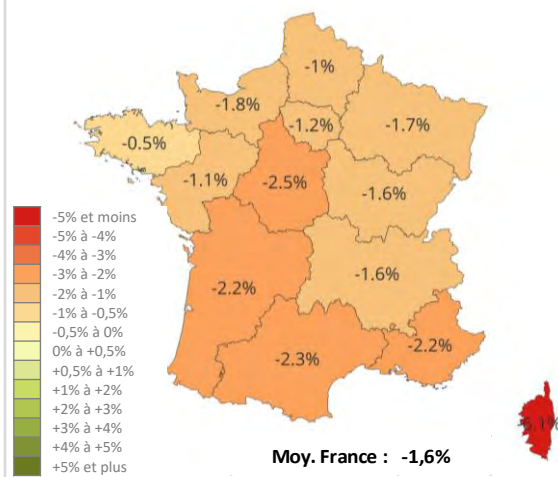
EN 1 AN

SALARIÉS CONSTRUCTION

À FIN 2E TRIM. 2025

117 671 sal.

Postes salariés dans la Construction à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



-4,4%



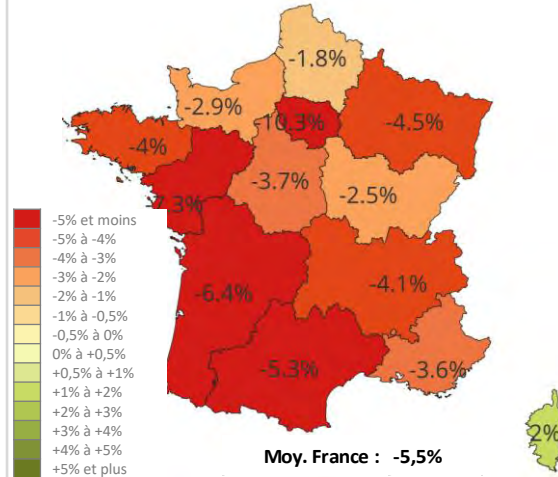
EN 1 AN

INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIL. 2025

13 045 ETP

Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin juillet 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

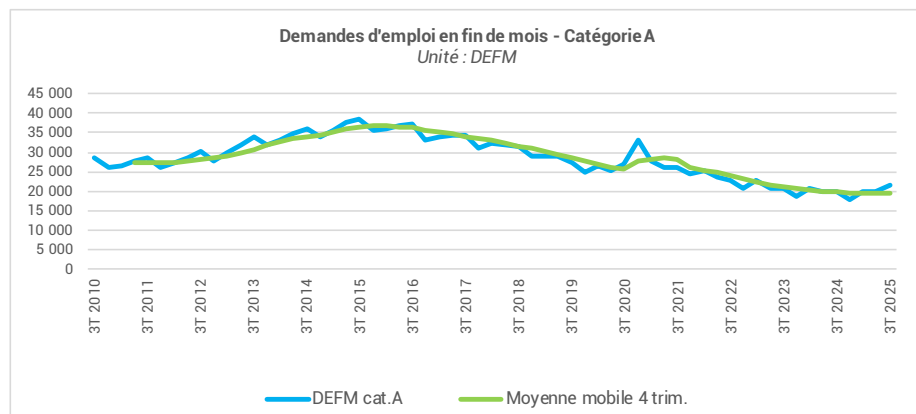
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)





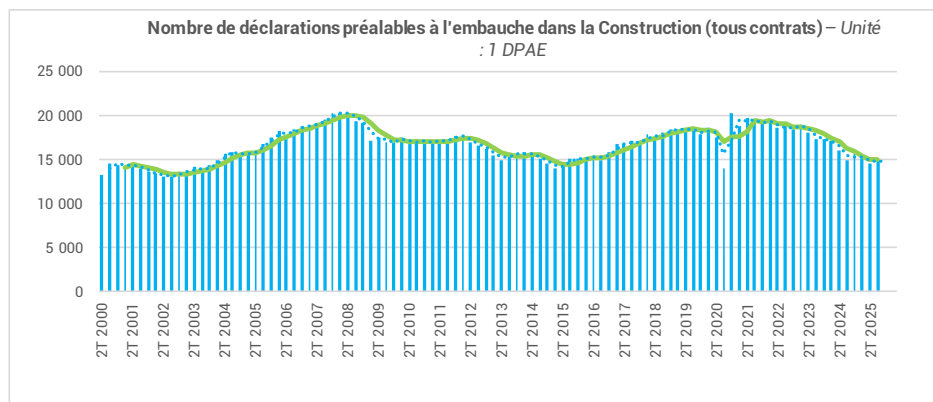
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	3 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 425 DEFM	-1,8%	▼
DEFM tous secteurs économiques	261 805 DEFM	+6,7%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,6	▼



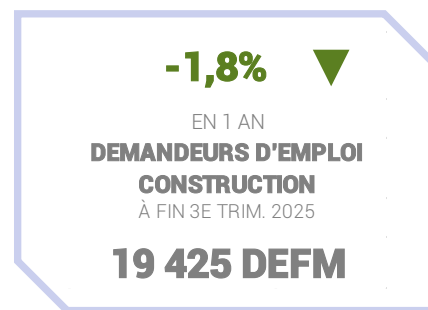
Après des années de baisse continue (depuis la crise covid) et une stabilisation récente, le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction repart à la baisse ce 3^{ème} trimestre 2025 : -1,8%. Malgré la crise, le marché de l'emploi continue de faire preuve de résilience.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T2 2025 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	60 410 DPAE	-8,0%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	6 620 DPAE	-0,7%	=
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	21 960 DPAE	-9,2%	▼
dont CDI	31 820 DPAE	-8,5%	▼

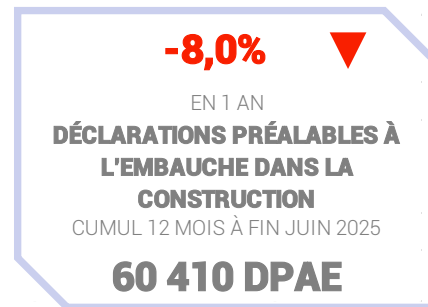
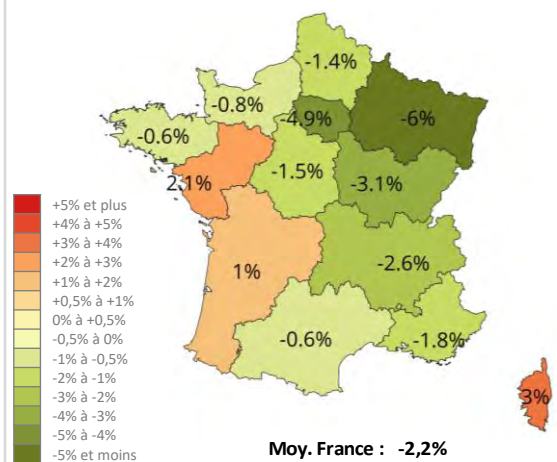


Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent ralentissent dans la Construction : les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -8% sur un an, en cumul 12 mois à fin juin 2025 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité en berne, freinant les recrutements et les créations de postes.

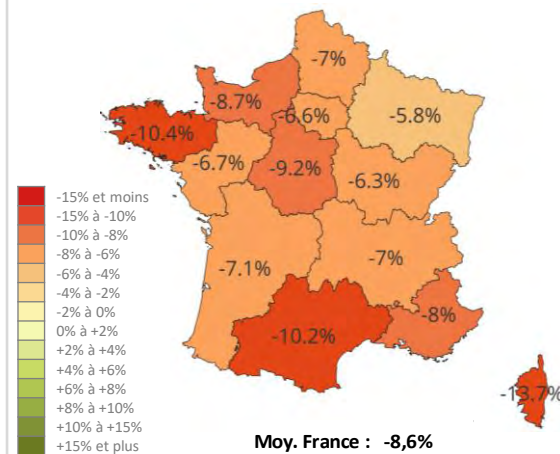
Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin septembre 2025
Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



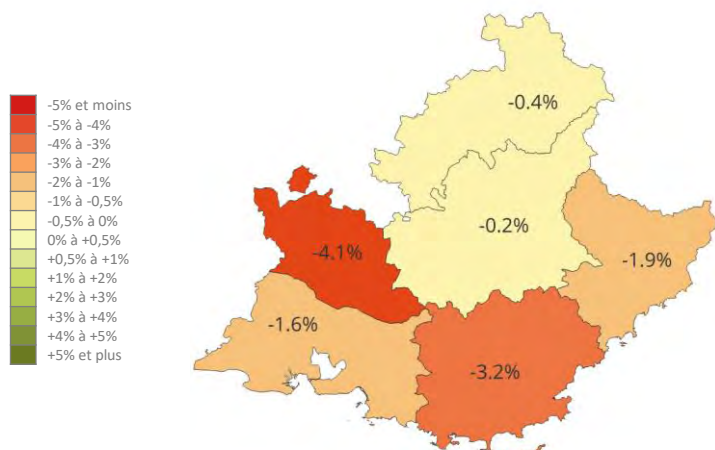
Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)



Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

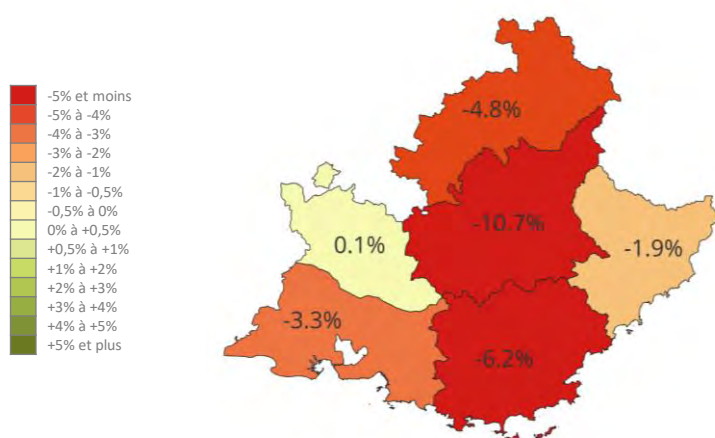
Postes salariés dans la Construction à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



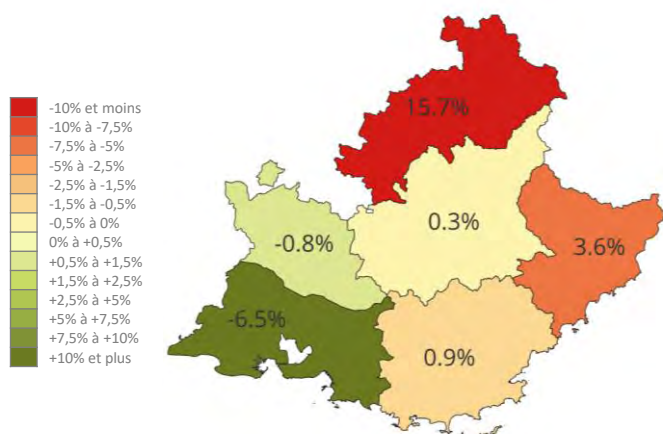
L'emploi-salarié recule partout, à plus ou moins forte intensité, le nombre de demandeurs d'emploi varie de -6,5% à +16% selon les territoires, les déclarations préalables à l'embauche marquent un repli qui s'étale de -7% à -11% (sauf dans les départements alpins, plus résilients) et l'emploi intérimaire freine dans quasiment tous les départements.

Le département des **Bouches-du-Rhône** enregistre une nette diminution des demandeurs d'emploi (-6,5%). Le Vaucluse connaît également une baisse, plus modérée, de -0,8%. En revanche, une forte hausse est observée dans les **Hautes-Alpes** (+15,7%), tandis que les **Alpes-Maritimes** enregistrent une augmentation plus contenue de +3,6% et le **Var** de +0,9%. Le département du **Alpes-de-Haute-Provence** reste quant à lui stable à +0,3%.

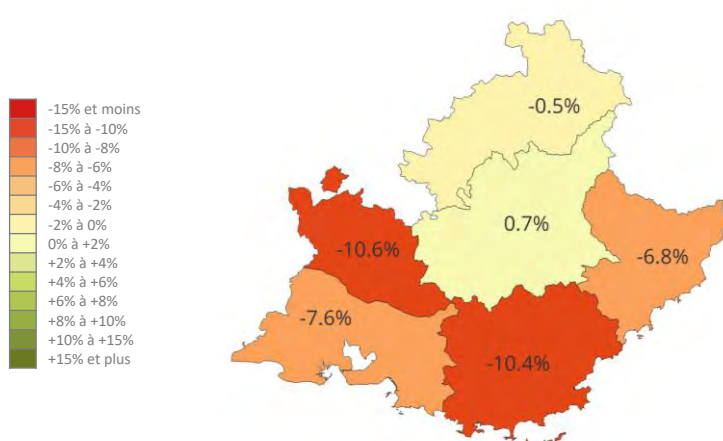
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin juillet 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin septembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEEM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

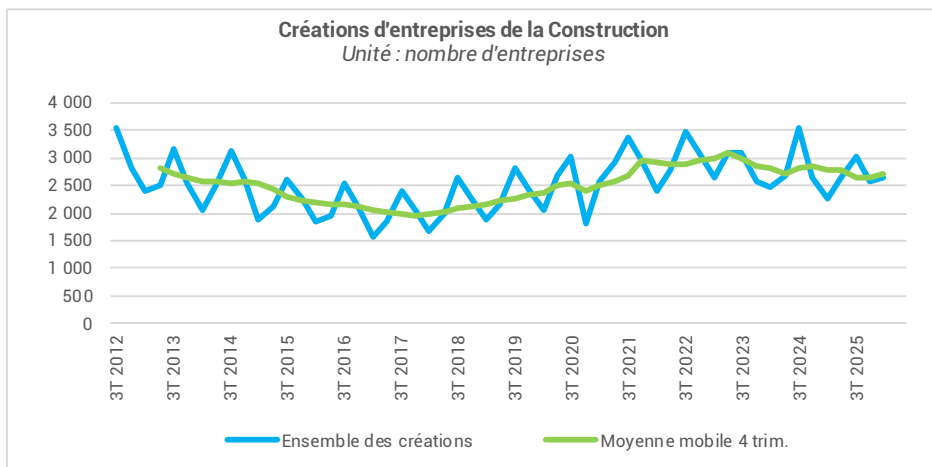
Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.





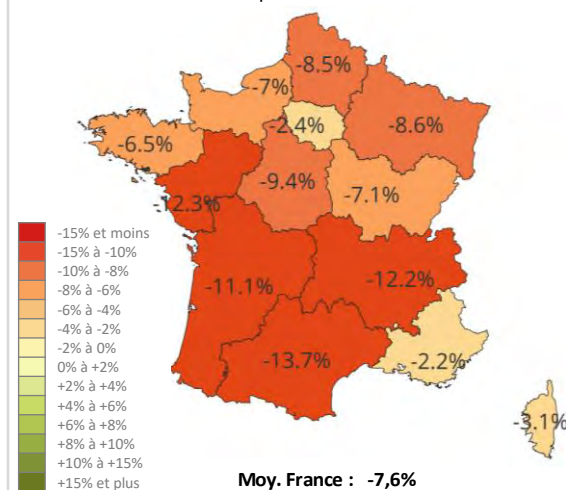
Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3e trim. 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 659 créations	+17,2%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	933 créations	+22,3%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 907 créations	-2,2%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 990 créations	-0,3%	=



Sur douze mois glissants, la dynamique de création d'entreprises ralentit avec -2,2% entreprises créées (10 907 créations d'entreprises), dégradant un peu plus la situation économique du secteur, malgré un net rebond des immatriculations au 3^{ème} trimestre.

Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin septembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

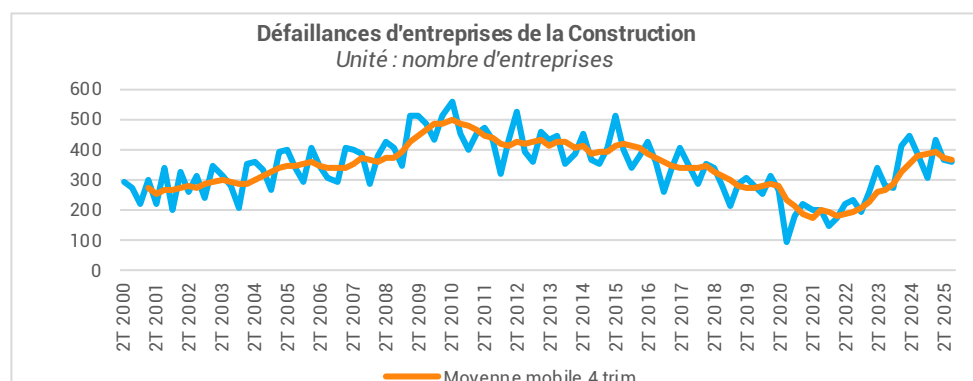
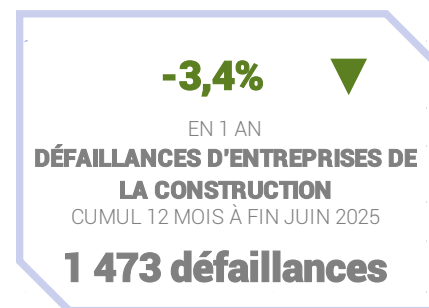
Source :
INSEE (données brutes)





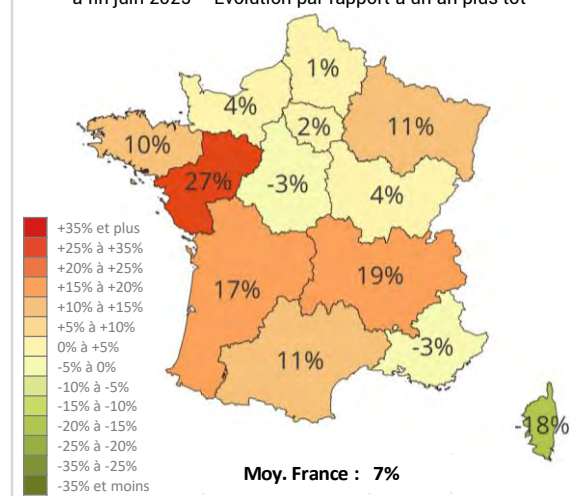
Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2025 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	363 défaillances	-6,2%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 473 défaillances	-3,4%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 053 salariés	+25,5%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	3 923 salariés	-8,2%	▼



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Sur la période de juillet 2024 à juin 2025, la Banque de France a recensé 1 473 défaillances d'entreprises dans la région, en recul -3,4% comparé par rapport à l'année précédente. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

Ces 1 473 entreprises défaillantes mettent en difficulté près de 4 000 salariés, un volume en baisse de -8% en un an.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 330 logts	+63,9%	▲
Mises en chantier logements	680 logts	-16,4%	▼
Mise en ventes de logements	40 logts	-76,7%	▼
Réservations de logements	80 logts	+6,7%	▲
Autorisations locaux	80 mill. m²	-2,4%	▼
Mises en chantier locaux	40 mill. m²	+2,6%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+6,4%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		-0,6%	►
BPE	129 580 m3	-1,5%	▼
Nombre Appels Offre publiés	300 AO	+5,9%	▲
Montant Appels Offre publiés	330 M€	-11,5%	▼
Salariés	3 370 sal.	-0,2%	►
Intérimaires	409 ETP	-14,4%	▼
Dem. d'emplois	591 DEFM	+0,3%	►

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	4 140 logts	-28,9%	▼
Mises en chantier logements	4 420 logts	+52,8%	▲
Mise en ventes de logements	1 190 logts	-6,1%	▼
Réservations de logements	1 570 logts	+3,4%	▲
Autorisations locaux	229 mill. m²	-25,5%	▼
Mises en chantier locaux	129 mill. m²	+79,6%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+9,9%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+8,2%	▲
BPE	580 680 m3	-17,0%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 050 AO	+10,5%	▲
Montant Appels Offre publiés	1710 M€	-6,4%	▼
Salariés	24 342 sal.	-1,9%	▼
Intérimaires	2 420 ETP	-0,9%	►
Dem. d'emplois	4 325 DEFM	+3,6%	▲

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	6 610 logts	+9,8%	▲
Mises en chantier logements	4 510 logts	+1,3%	▲
Mise en ventes de logements	1 090 logts	-8,7%	▼
Réservations de logements	1 120 logts	-20,3%	▼
Autorisations locaux	375 mill. m²	+1,6%	▲
Mises en chantier locaux	214 mill. m²	+5,3%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+7,4%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+9,4%	▲
BPE	672 590 m3	-10,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 020 AO	-2,3%	▼
Montant Appels Offre publiés	1210 M€	-26,0%	▼
Salariés	22 600 sal.	-3,2%	▼
Intérimaires	2 241 ETP	-8,8%	▼
Dem. d'emplois	3 796 DEFM	+0,9%	►

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 240 logts	+5,5%	▲
Mises en chantier logements	1 170 logts	+12,0%	▲
Mise en ventes de logements	300 logts	-6,9%	▼
Réservations de logements	310 logts	+15,4%	▲
Autorisations locaux	75 mill. m²	+16,2%	▲
Mises en chantier locaux	58 mill. m²	+0,5%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,7%	▲
BPE	83 960 m3	-24,6%	▼
Nombre Appels Offre publiés	330 AO	-11,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	370 M€	-0,3%	►
Salariés	3 958 sal.	-0,4%	►
Intérimaires	858 ETP	-3,4%	▼
Dem. d'emplois	369 DEFM	+15,7%	▲

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	11 310 logts	+14,5%	▲
Mises en chantier logements	7 780 logts	+3,2%	▲
Mise en ventes de logements	2 250 logts	+64,1%	▲
Réservations de logements	2 000 logts	-5,7%	▼
Autorisations locaux	1 420 mill. m²	+40,0%	▲
Mises en chantier locaux	651 mill. m²	+32,5%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,8%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,0%	▲
BPE	969 910 m3	-8,3%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 430 AO	-9,3%	▼
Montant Appels Offre publiés	2140 M€	-17,2%	▼
Salariés	50 565 sal.	-1,6%	▼
Intérimaires	5 839 ETP	-4,7%	▼
Dem. d'emplois	8 124 DEFM	-6,5%	▼

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 480 logts	+56,0%	▲
Mises en chantier logements	1 800 logts	-39,2%	▼
Mise en ventes de logements	220 logts	-21,9%	▼
Réservations de logements	300 logts	-15,0%	▼
Autorisations locaux	376 mill. m²	-20,8%	▼
Mises en chantier locaux	162 mill. m²	-33,5%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+0,3%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+3,0%	▲
BPE	361 230 m3	-1,0%	►
Nombre Appels Offre publiés	540 AO	+0,1%	►
Montant Appels Offre publiés	830 M€	+12,2%	▲
Salariés	12 836 sal.	-4,1%	▼
Intérimaires	1 279 ETP	+1,9%	▲
Dem. d'emplois	2 221 DEFM	-0,8%	►

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTP/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

Avec le concours des Membres de la CERC



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr